

# Les nationalistes catalans entretiennent la perspective de l'indépendance

Artur Mas, le premier président ouvertement indépendantiste de la Catalogne, a participé à un référendum symbolique avant la discussion formelle d'une proposition de loi consacrée au sujet

Madrid  
Correspondance

Le photogénique président de la Catalogne ne voulait pas voir de flashs, jeudi 7 avril, lorsqu'il est allé discrètement participer au référendum populaire sur l'indépendance de la région organisée à Barcelone. C'est à « titre personnel » qu'Artur Mas, le premier dirigeant ouvertement indépendantiste de la Catalogne, a déposé son bulletin dans l'un des 347 collèges électoraux que 3 000 volontaires flanqués de 50 observateurs internationaux ont surveillé jusqu'à dimanche soir, 10 avril.

Baptisée Barcelona Decideix (« Barcelone décide »), cette consultation sans aucune conséquence légale met un point final à un an et demi de votes qui ont rassemblé plus de 850 000 « électeurs » dans toute la Catalogne.

Près de 1,5 million de Barcelonais étaient invités, dimanche, à répondre à la question : « Êtes-vous favorable à ce que la Catalogne soit un Etat souverain, social et démocratique, intégré dans l'Union européenne ? » Avec 45 % des votes dépouillés lundi matin, le oui l'emportait largement : 91,5 % des suffrages. La participation s'est élevée à 21,4 % des électeurs inscrits sur les listes électorales et 18 % des habitants de la ville de plus de 16 ans.

Un « succès » confirmant « le mouvement tectonique qui se produit au cœur de la société catalane

en faveur d'une plus grande souveraineté », a déclaré dimanche soir Oriol Pujol, le président du groupe parlementaire de Convergència i Unió (CiU), la coalition de nationalistes catalans conservateurs au pouvoir depuis un peu plus de cent jours. CiU portera désormais « en étendant le droit à l'autodétermination », a-t-il ajouté.

Après avoir observé, au départ avec inquiétude, cette initiative spontanée, les nationalistes catalans l'ont progressivement ralliée durant l'année 2010. Jusqu'à l'apo-

## Le quotidien « El País » a moqué l'indépendantisme du dimanche de certains responsables politiques catalans

thèse constituée par la participation au vote d'Artur Mas et de Jordi Pujol, président de la Catalogne pendant vingt-trois ans et dirigeant de Convergència, qui lui a conféré une nouvelle légitimité.

« Leur vote est en phase avec le virage de la société catalane », souligne Ferran Requejo, professeur de sciences politiques à l'université Pompeu Fabra de Barcelone, qui estime que la sensibilité indépendantiste rassemble entre 20 % et 30 % des 7,5 millions d'habitants de la région, après une « radicalisa-

tion » liée au rejet, en 2010, par le Tribunal constitutionnel de plusieurs éléments du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne, dont le concept de nation catalane.

La participation des plus grands noms de CiU à un référendum sans fondement légal leur a toutefois valu d'abondantes critiques.

Le porte-parole du parti socialiste catalan, Miquel Iceta, a parlé ainsi d'« imposture extravagante ». Le quotidien catalan *El Periódico* dénonçait en « une », vendredi 8 avril, que ces responsables politiques « disposent (mais n'utilisent pas) des mécanismes démocratiques pour promouvoir, réellement, l'autodétermination de la Catalogne », et *El País* a moqué l'« indépendantisme du dimanche ».

Les critiques sont d'autant plus acerbes que les députés de Convergència ont permis le débat, les 13 et 14 avril, au Parlement catalan d'une proposition de loi sur l'indépendance tout en laissant entendre qu'ils s'abstiendraient lors du vote, la condamnant de fait à l'échec.

« Convergència a toujours eu cette ambiguïté : on disait déjà de Jordi Pujol qu'il était homme d'Etat le jour et nationaliste la nuit », souligne le politologue Josep Ramoneda. Cela dérange une partie de son électorat, mais pas assez pour qu'elle décide de rompre.

Cet équilibre provoque en tout cas des tensions avec son partenaire de coalition au pouvoir,

Unio. Partisan d'un modèle fédéral pour l'Espagne, son chef de file, Josep Antoni Duran i Lleida, a invité la semaine dernière les responsables politiques catalans à agir plutôt « avec le cerveau qu'avec le cœur » au sujet de l'indépendance, une option qui, assure-t-il, serait rejetée par l'Europe si elle n'était pas choisie en « accord avec le reste de l'Espagne ».

Avant le résultat de dimanche, Artur Mas avait assuré qu'il n'envisageait pas de promouvoir l'indépendance pendant ce premier mandat. « Son combat sera surtout celui d'un nouveau pacte fiscal », explique Ferran Requejo. L'exécutif catalan compte négocier une nouvelle autonomie financière avec le vainqueur des prochaines élections générales en 2012 et cherche en outre à accroître ses exportations à l'étranger. « L'Espagne est devenue trop petite pour nous sur le plan économique », a lancé Artur Mas la semaine dernière.

Surtout, la région devra réduire rapidement le déficit de 7,8 milliards d'euros, selon ses estimations, laissé par ses prédécesseurs, une coalition tripartite menée par les socialistes depuis 2006. Le débat autour de l'indépendance peut donc « viser à masquer les problèmes de fonds », assure Josep Ramoneda. Car le problème le plus important de Convergència réside dans les profondes coupes budgétaires qu'il doit opérer pour redresser le budget. — (Interim) ■

# Indemnisation d'Icesave : les Islandais se rebiffent

Les Islandais se sont prononcés par référendum pour la deuxième fois, samedi 9 avril, sur un quatrième projet d'accord avec Londres et La Haye. Acceptaient-ils d'indemniser, à hauteur de 3,9 millions d'euros, les quelque 340 000 épargnants britanniques et néerlandais de la banque en ligne Icesave qui fit faillite en 2008 ? A presque 60 %, ils ont répondu non.

Les banques islandaises qui ont fait faillite en 2008 n'étaient pas les modestes établissements financiers d'une île de 318 000 habitants. Elles jouaient dans la cour des grands et avaient emprunté l'équivalent de onze fois le PIB du pays. La banque en ligne Icesave était une arnaque. Elle ne pouvait verser les 7 % d'intérêt promis avec garantie de l'Etat islandais qu'en trouvant de nouveaux souscripteurs. La combine avait pour but de renflouer la maison mère, Landsbanki, qui faisait déjà eau de toutes parts.

Les Islandais étaient, dimanche, fiers et inquiets. Fiers d'avoir eu le culot de voter non alors que 70 % des députés de l'Althing (le Parlement) s'étaient prononcés pour le oui. Tous les grands partis, et jusqu'à l'ancienne présidente Vigdís Finnbogadóttir, recommandaient d'approuver l'accord. Seule voix étrangère s'invitant dans le débat, Eva Joly, ancienne conseillère du gouvernement, avait exhorté à dire non.

Les Islandais avaient déjà voté non à 93 %, en 2010, lors d'un référendum sur une autre mouture de l'accord. Ils ont récidivé. Pour donner un avertissement au gouverne-

ment, approuver des injonctions populistes du type « L'Angleterre payera ! », reconstruire une identité commune et le sentiment d'une cohésion que la crise a mise à mal.

Le gouvernement, qui avait promis le chaos en cas de victoire du non, minimisait, dimanche, les conséquences du scrutin. Mais le FMI continuera-t-il à assurer les fins de mois de l'Etat islandais comme si de rien n'était ? Les partenaires sociaux acceptent-ils de renouveler les accords salariaux alors que l'avenir demeure incertain ? Et où en est la demande d'adhésion à l'Union européenne ? Le fait que les zones rurales ont voté le plus massivement non constitue aussi un avertissement.

Les partis politiques sont les grands perdants du scrutin. L'électorat leur a échappé. Le gagnant est le populisme que le président Olafur Ragnar Grimsón utilise à merveille. Dimanche, le chef de l'Etat affirmait que Britanniques et Néerlandais, embourbés dans la crise financière européenne, ne sauraient s'attaquer aux Islandais.

« La droite nous a mis dans la mélasse, la gauche n'arrive pas à nous en sortir, nous ne payerons pas les dettes que nous n'avons pas contractées nous-mêmes. » Tel est le discours de la rue. L'Anglais y est un ennemi lointain, presque abstrait ; le refus de payer une dette, un cauteleur sur une jambe de bois. Qu'importe, l'affaire, pour un temps, aide la population à oublier ses malheurs. ■

Gérard Lemarquis  
(Reykjavik, correspondance)

# BIENVENUE DANS L'ÈRE DES TALENTS.

Une ère où les progrès ne se réaliseront qu'avec l'imagination et les compétences des hommes. Nous avons la conviction que le succès et la croissance ne seront possibles que dans une connexion gagnante entre le potentiel des individus et l'ambition des entreprises. Nous créons aujourd'hui ManpowerGroup. ManpowerGroup est un ensemble de marques spécialisées qui proposent des solutions innovantes pour l'emploi. ManpowerGroup rassemble Experis, FuturSkill, Manpower et RightManagement pour faire gagner les entreprises et les individus.

Rendez-vous sur [www.manpowergroup.fr](http://www.manpowergroup.fr)

ManpowerGroup.  
Créateur de Solutions pour l'Emploi.



ManpowerGroup™